

Le Monde

DEB

Quand le principe de précaution déstabilise le rationalisme à la française

1228 mots

22 mai 2010

[Le Monde](#)

LEMOND

19

Français

© Le Monde, 2010. Tous droits réservés.

La polémique climatique soulève une question politique centrale

On a beaucoup moqué les erreurs et approximations scientifiques de Claude Allègre, mais nul ne semble s'offusquer de ses " erreurs " et " approximations " politiques.

On fait comme s'il avait tort scientifiquement de ne pas se soumettre au jugement de ses pairs, sans s'apercevoir qu'il est insolite de transmettre autant de ragots sur l'écologie, ses intentions, ses valeurs, ses tentatives, sans se " soumettre " au jugement de ces autres " pairs " que sont les politiques - militants, activistes, administrateurs, citoyens intéressés.

Or, si le front de recherche dans tous les domaines controversés du bouleversement climatique est infiniment varié, il en est de même du " front de recherche et d'expérimentation " multiforme de l'immense mouvement global d'écologie politique.

Si l'on ne souligne pas la légèreté politique de Claude Allègre avec autant d'allégresse que sa légèreté scientifique, c'est que notre savant ministre incarne encore, sous une forme évidemment très dégradée, l'idéal d'une République fondée en raison.

Selon cet idéal, l'action politique suit les lois de la science (toujours en majuscules), que celles-ci proviennent de la physique, de la biologie ou de l'économie. " Donnez-nous les lois indiscutables de la science et nous en déduirons les décisions indiscutables de la politique. " Dans cette optique, seule compte l'exactitude de la représentation scientifique du monde ; **peu important les lacunes de la représentation politique puisque celle-ci ne fait qu'appliquer ce qu'on sait par ailleurs.**

Si l'origine humaine du réchauffement global est prouvée, on agira sans se poser plus de questions ; si l'origine du bouleversement climatique est incertaine, on se gardera de toute action ! On comprend bien la capacité de nuisance des climatosceptiques : avec un grain de scepticisme vous pouvez freiner tout un train de décisions politiques.

Mais on comprend aussi l'inexpiable haine que suscite le principe de précaution chez tous ceux qui rêvent de revenir à une République fondée en raison : ce principe, en effet, brise le lien de nécessité entre connaissance indiscutable et action politique indiscutable. Il oblige à vivre entre deux sortes d'incertitudes, celles de la recherche (à ne pas confondre avec la science) et celles de l'action tâtonnante (à ne pas confondre avec l'application de lois indiscutables).

Le principe de précaution brise le rêve de cette fonction que le monde entier nous envie : le technocrate français (ou le savant ministre) capable d'incarner à la fois l'indiscutable savoir sur les lois de la science et l'indiscutable certitude sur les lois du bien commun (en y ajoutant, pour faire bon poids, les règles inflexibles de l'administration).

Cette fusion de la science, de la politique et de l'Etat a fonctionné cahin-caha tant qu'il n'y avait pas trop de débats du côté des savants et pas trop de controverses du côté des citoyens. Mais aujourd'hui, cette prétention du technocrate à incarner simultanément la science et la politique permet de court-circuiter deux fois l'expérimentation : " Je ne dis rien en politique qui ne soit assuré scientifiquement (mais ne me demandez pas de le prouver) et je ne dis rien en science qui ne soit assuré politiquement (mais ne me demandez pas non plus de le prouver). " Au lieu d'une double représentation, nous n'avons plus qu'un double arbitraire. On invente alors une étrange forme d'épistémologie : " Est vrai politiquement et scientifiquement tout ce que je dis ; est faux politiquement et scientifiquement tout ce que disent mes adversaires. " Le rationalisme ne pouvait pas tomber plus bas.

A la décharge de Claude Allègre, il faut avouer que ceux qu'il attaque avec une si évidente mauvaise foi se sont souvent placés dans une position intenable. C'est qu'ils ont prétendu, eux aussi, lier science et politique mais à la manière des experts. Or l'expert - on s'en aperçoit enfin grâce au " Climategate " - accepte une mission impossible.

D'un côté, il doit résumer pour le bénéfice des politiques un immense front de recherche étonnamment varié en quelques certitudes grossières et, de l'autre côté, résumer pour le bénéfice des chercheurs, en quelques demandes grossièrement simplifiées, l'immense expérimentation politique de milliards de gens. Et dans quel but ?

Celui de permettre aux hommes politiques de se dissimuler derrière les " résultats des expertises " pour ne pas assumer des décisions impopulaires. L'expert est ainsi celui qui parvient à vider la science de toute incertitude sur la recherche et la politique de toute recherche expérimentale du bien commun, tout cela pour éviter aux politiques de faire leur métier ! Trois siècles de rationalisme pour en arriver là ! L'échec de Copenhague s'explique-t-il autrement que par le caractère insupportable d'une injonction qui ne respecterait ni l'incertitude de la recherche ni celle de la politique ?

Exit les experts. Et surtout qu'on ne nous en propose pas d'autres, encore plus tranchants, encore plus indiscutables. Claude Allègre est passé par là : sous les sabots de son cheval, l'herbe ne repoussera plus.

La tentation est grande de vouloir à nouveau " bien séparer " la science et la politique pour qu'elles " ne se mélangent plus ". Mais comment voulez-vous réussir cette nouvelle partition sur des sujets qui mobilisent des dizaines de disciplines, qui portent sur des échelles de temps immenses, qui font chacune l'objet de controverses virulentes et, surtout, dont les conséquences interfèrent avec les intérêts de tous les secteurs économiques et de toutes nos habitudes au point de concerner tout le monde et même tout Le Monde ? Science et politique sont maintenant coextensives. Les séparer de nouveau n'a pas plus de sens que de diviser la mer avec une épée.

Puisqu'il faut bien relier science et politique, autant les relier " bien " - je veux dire convenablement. Est-il si absurde de s'appuyer non plus sur la science mais sur la recherche et sur l'expérimentation ? De se fier enfin au principe de précaution en acceptant de découpler la

recherche de la connaissance objective et celle de l'action commune ? Les Français sont adultes : ils peuvent parfaitement comprendre que les certitudes fragiles et provisoires de la recherche s'ajoutent aux certitudes fragiles et provisoires de l'action publique.

Par exemple, nous avons parfaitement le droit de décider politiquement d'établir un lien de causalité entre les bouleversements climatiques et l'action humaine parce que nous avons reconnu collectivement que c'était le moyen le plus sûr de nous garantir contre des dangers encore incertains. Ce qui nous permettra d'accumuler, en parallèle, sur de longues périodes, assez de connaissances pour le prouver ensuite - ou le remettre en cause.

Une fois prise cette décision (oui, c'est bien une décision), les climatosceptiques ne sont pas " irrationnels ", ce sont simplement des adversaires politiques, parfaitement respectables, mais qu'il faut combattre tout en poursuivant les recherches.

Pourquoi s'interdire de marcher sur deux jambes et ne pas ajouter à la recherche d'une représentation exacte de la vérité objective la recherche d'une représentation fidèle du bien commun ? Rationalistes, encore un effort pour fonder la République, mais cette fois-ci sur une courbe d'apprentissage qui relie l'action à la connaissance autrement que par la quête de l'indiscutable. p

Bruno Latour

Sociologue à Sciences Po

Document LEMOND0020100521e65m0002g